

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine Géopolitique et stratégie

N° 496 du 14.11.2009

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

1-1 Stratégie américaine au proche orient : L'analyse des « think tank » US.

1-2 Leila Khaled : "Cette accalmie ne durera pas".

1-3 Gideon Levy : Amérique, arrêtez de cirer les pompes à Israël.

1-4 As'ad AbuKhalil : La fin du « tout est permis » ?

1-5 « Le déséquilibre des forces retarde le règlement du conflit palestino-israélien ».

1-6 Les États-Unis et Israël font obstruction au Rapport Goldstone.

1-7 Jean Shaoul : Israël, les Etats-Unis et le droit international.

1-8 G.Houballah : Israël exploite l'affaire Francub pour détourner l'attention du rapport Goldston.

1-9 Gideon Levy : Israël, au risque de l'isolement croissant sur la scène internationale.

1-10 Fethi Gharbi : Les Palestiniens, les Séfarades, les Mizrahim... et le Sionisme.

2 Annexe

2-1 Alain Gresh : 2 novembre 1917, la déclaration Balfour.

2-3 Résolution 3379 du 10 Novembre 1975, qui a été abrogée entre temps à la demande USraélienne.

Tiré a part

Projet de déclaration unilatérale d'un État palestinien

Les Palestiniens veulent obtenir du Conseil de sécurité de l'ONU qu'il appuie la proclamation unilatérale de leur État, en raison du blocage des négociations de paix avec Israël, a affirmé dimanche le principal négociateur palestinien.

«Nous avons décidé de nous adresser au Conseil de sécurité pour essayer d'obtenir son soutien à la création d'un État palestinien indépendant ayant Jérusalem pour capitale et dont les frontières seraient celles de juin 1967» avant l'occupation israélienne, a déclaré à l'AFP ce négociateur Saëb Erakat.

«Nous allons chercher à obtenir l'appui de l'Union européenne ainsi que celui de la Russie et d'autres pays», a-t-il ajouté.

Plusieurs ministres israéliens ont aussitôt mis en garde les Palestiniens contre toute démarche unilatérale.

«Les démarches unilatérales ne mèneront pas aux objectifs que nous cherchons à atteindre» par la négociation, a déclaré aux journalistes le vice-Premier ministre Sylvan Shalom avant la séance hebdomadaire du cabinet.

«Nous voulons des négociations directes» de paix, a-t-il ajouté en allusion à la suspension de celles-ci depuis l'offensive de l'armée israélienne contre la bande de Gaza l'hiver dernier.

«Cette initiative hostile supprimerait tout espoir de négociations de paix. S'ils (les Palestiniens) vont de l'avant dans leur projet de proclamation unilatérale d'un État, nous devons étendre notre contrôle sur les secteurs C» de la Cisjordanie, a de son côté affirmé le ministre des Infrastructures Uzi Landau (Israël Beiténou - droite nationaliste).

Les secteurs C de la Cisjordanie occupée sont contrôlés par la police de l'Autorité palestinienne, et l'armée israélienne y assume la sécurité globale.

Le ministre chargé des affaires de la Diaspora, Yuli Edelstein, s'est pour sa part élevé contre les propos de M. Erakat.

«Ils prouvent que parmi les dirigeants palestiniens, il y en a plusieurs qui croient toujours pouvoir atteindre leurs objectifs par la violence et le terrorisme», a-t-il déclaré à l'AFP.

«J'espère que la communauté internationale ne coopérera pas avec ce projet et s'exprimera clairement en faveur de l'unique approche possible, à savoir la tenue de négociations directes», a-t-il ajouté.

Le président palestinien Mahmoud Abbas exige qu'Israël gèle totalement la colonisation avant toute reprise des pourparlers de paix. Selon des responsables palestiniens, il a été heurté par la récente volte-face de l'administration américaine sur ce point.

Agence France-Presse

15 novembre 2009

<http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/200911/15/01-921883-projet-de-declaration-unilaterale-dun-etat-palestinien.php>

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1 -1 Stratégie américaine au proche orient : L'analyse des « think tank » US.

L'Administration américaine va devoir élaborer une nouvelle stratégie pour rétablir sa crédibilité et relancer les négociations israélo-palestiniennes après sa volte-face sur la question des colonies israéliennes, selon des analystes à Washington.

La diplomatie américaine s'efforce depuis quelques jours de désamorcer le malaise causé par la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, qui a qualifié de « sans précédent » une offre israélienne de gel partiel de la colonisation, donnant l'impression que Washington reculait sur son opposition de principe à de nouvelles colonies juives.

Les Palestiniens, qui exigent un gel complet de la colonisation avant de reprendre les négociations interrompues depuis près d'un an, se sont dits « satisfaits » des explications américaines, mais pour Aaron David Miller, du Centre d'études internationales Woodrow Wilson, c'est avant tout le gouvernement israélien qui a gagné la partie. Le Premier ministre israélien, « Benjamin Netanyahu, a brillamment joué. Il nous a stratégiquement battus. Il a mis (le président palestinien) Mahmoud Abbas sur la défensive et a dit non à la grande puissance, à moindre coût et sans conséquences », estime cet ancien conseiller pour les affaires proche-orientales de précédentes administrations. Et à l'analyste d'y déceler le « paradoxe » d'une équipe Obama passée d'une attitude initiale jugée plus dure envers les Israéliens et « compréhensive » avec les Palestiniens à faire peser le plus lourd des responsabilités sur ces derniers. Mais pour M. Miller, Washington a conclu qu'il fallait coopérer avec le gouvernement israélien sur la question des colonies, considérant que les points cruciaux du conflit étaient en fait la question des frontières, le statut de Jérusalem, l'avenir des réfugiés palestiniens et la sécurité d'Israël. Inflexion que semblait confirmer une source dans l'entourage de Mme Clinton, qui assurait lundi qu'« il y a deux parties (en présence) et vous devez les encourager », engageant à comprendre les propos de la chef de la diplomatie américaine comme un coup de pouce à un Netanyahu « confronté à des décisions difficiles ». Obama doit revoir sa copie et à M. Miller d'en conclure que Washington « doit fondamentalement repenser ce qu'est son objectif final et les moyens de l'atteindre ». Selon Amjad Atallah, ancien conseiller juridique de l'Autorité palestinienne

aujourd'hui à la New America Foundation, M. Abbas a été politiquement affaibli par ce revirement américain, mais renforcé dans ses réticences à ouvrir des pourparlers de paix avec Israël. « Pour les Palestiniens, si les Etats-Unis ne sont pas prêts à s'en tenir à ce qu'ils disaient sur les colonies, pourquoi le seraient-ils plus sur les frontières », explique-t-il. Pour cet expert aussi, l'Administration américaine, confiante dans ses capacités de « persuasion morale », a été prise en défaut par « l'intransigeance du gouvernement israélien ». La question est, selon lui, désormais de savoir : « Comment reconstruisons-nous notre crédibilité et quelle est notre stratégie pour aller de l'avant. » M. Atallah estime que l'Administration retombe dans une « stratégie de négociation basée sur les schémas habituels » et pleine de dangers, alors qu'elle devrait en trouver une qui traduise dans les faits le « principe affiché », selon lequel le conflit israélo-palestinien est un enjeu stratégique pour les intérêts nationaux américains. Patrick Clawson, de l'Institut pour la politique proche-orientale de Washington, avertit lui aussi que le revirement sur la colonisation risque de renforcer l'accusation que « les Américains sont tous dans la poche des sionistes ». « Cela ne vas pas être simple, mais nous devons trouver un moyen de changer de thématique », conclut cet expert.

Par [R. I.](#)

4/11

<http://www.elwatan.com:80/Strategie-americaine-au-proche>

1-2 Leila Khaled : “Cette accalmie ne durera pas”.

Leila Khaled est interviewée par Jon Elmer pour IPS.

Leila Khaled est devenue une icône de la lutte palestinienne en 1969, lorsqu'à 24 ans, elle faisait partie du dispositif du Front Populaire de Libération de la Palestine qui a planifié le détournement d'un Boeing 707, le premier d'une série d'actions d'envergure destinées à mettre les Palestiniens sur la carte politique.

Elle faisait partie du groupe qui a détourné le vol TWA Los Angeles-Tel Aviv en 1969 après être monté dans l'avion pendant une escale à Rome et l'avoir contraint à se rendre à Damas, où ils ont fait évacuer les 116 personnes présentes à bord du Boeing qu'ils ont fait ensuite sauter.

Elle a participé ensuite à une tentative de détournement d'un vol El Al Amsterdam-New York l'année suivante, mais a été arrêtée et remise à la police britannique après que le vol soit dérouté sur Londres. Elle a été libérée le 1er octobre 1970 lors d'un échange de prison de prisonniers.

"*Héroïne de la guérilla*", comme l'a appelé le *Time Magazine* en 1970, Khaled a été chassée de sa maison d'Haifa lors de la création d'Israël.

Elle est restée un dirigeant de premier plan de la gauche palestinienne, et une porte-parole déterminée de la lutte pour les droits palestiniens. Elle répond aux questions d'IPS depuis sa maison, à Amman.

IPS : *Peut-être pouvons-nous commencer par le Rapport Goldstone sur l'invasion à Gaza, et en particulier sur les retombées politiques du rôle de Mahmoud Abbas dans le retard du débat sur le rapport à Genève.*

Leila Khaled : Nous avons déclaré que c'était une erreur politique – une grosse erreur. Ce n'est pas seulement une erreur tactique. Nous avons demandé une enquête complète. Qui a donné les ordres de report du débat ? C'est un rapport des Nations Unies. Il a fallu des mois pour le finaliser. Nous aurions dû l'accepter directement, parce qu'il dénonce l'invasion et tous les actes qui en ont résulté – au point qu'Israël devrait être présenté devant la Cour Pénale Internationale pour inculper les criminels de guerre, que ce soit au niveau politique ou militaire.

IPS : *Quelle est votre réaction à l'invasion de Gaza en général ?*

LK : Ce n'est pas nouveau. Ce n'est pas la première fois. Mais aujourd'hui, nous avons une opportunité d'inculper les criminels de guerre.

IPS : *Au sujet du conflit entre le Fatah et le Hamas, quelle est votre réaction sur ce qui s'est passé à Gaza en 2007, mais aussi sur ce qui s'est passé en Cisjordanie sous Fayyad et Abbas ?*

LK : C'est une situation très grave, parce que les Palestiniens sont toujours sous occupation. Notre peuple est sous siège à Gaza. A Ramallah, l'Autorité Palestinienne n'a aucune souveraineté, ni sur la terre ni sur les frontières. Les Israéliens continuent de confisquer les terres, de démolir les maisons, d'arrêter les gens n'importe quand et n'importe où.

Une division entre Palestiniens, d'un point de vue politique, entrave notre capacité à relever tous ces défis des Israéliens. Nous et d'autres appelons à la réconciliation entre ces deux factions parce que la division ne va pas dans l'intérêt de notre peuple. Elle a affaibli les Palestiniens vis-à-vis d'Israël, et elle a aussi affaibli la solidarité avec les droits humains palestiniens au niveau international.

Nous la considérons comme une catastrophe.

IPS : *Pensez-vous que l'élection du Hamas en 2006 lui a donné la légitimité de traiter la contestation à Gaza d'Abbas et de Dahlan et le projet israélien de le renverser ? Chaque bord accuse l'autre de coup d'Etat. Qu'en pensez-vous ?*

LK : Nous ne pensons pas que le Hamas ait utilisé sa légitimité de la bonne façon. Ils ont eu la majorité aux élections, mais ils n'auraient pas dû aller jusqu'à résoudre les contradictions entre eux et le Fatah par les armes. Cela n'a rien amélioré pour les Palestiniens. Gaza est toujours sous siège. Et pendant ce temps, ils ont laissé l'Autorité Palestinienne faire ce qu'elle voulait en Cisjordanie.

Ils auraient pu se servir du dialogue et de davantage de discussions sur les différents problèmes, les négociations. Cela aurait montré à la société que nous sommes un peuple démocratique. Dans notre histoire, nous avons toujours eu des divergences, des visions différentes, mais n'avons jamais eu recours aux armes. La contradiction principale est avec l'occupation, pas entre nous.

IPS : *Le général U.S. Keith Dayton entraîne une force palestinienne de sécurité qui vise ouvertement le Hamas, mais aussi le Front Populaire. Comment voyez-vous ces contradictions à la lumière de cette situation ?*

LK : Le plan Dayton met sur pied un appareil non pas pour défendre notre peuple, mais pour empêcher notre peuple de résister. Ce qui veut dire non seulement l'entraînement, mais aussi la traque de toutes les cellules de la résistance – de toutes les factions, pas seulement le Hamas. Pendant ce temps, tous les jours, Israël entre dans les villes, arrête les gens, les assassine.

Au lieu de cela, l'Autorité Palestinienne devrait renforcer ceux qui sont prêts à résister. Malheureusement, c'est l'une des principales contradictions au niveau palestinien : l'Autorité Palestinienne, le gouvernement, ou l'appareil sécuritaire ou la police sont construits selon la vision Dayton, et non au bénéfice de notre peuple.

IPS : *Comment voyez-vous la prochaine intifada qui se profile ? Avec le mur encerclant les communautés palestiniennes, avec les forces de sécurité entraînées par Dayton, beaucoup en Cisjordanie voient que toute forme de résistance à Israël se heurte à ce projet. Est-ce la création d'un paradigme où la prochaine intifada serait contre l'Autorité Palestinienne ?*

LK : Toute intifada a ses raisons objectives. La situation n'est pas suffisamment mûre pour une troisième intifada, avec toute cette pression contre notre peuple, qu'elle vienne du côté palestinien ou du côté israélien.

Les gens se sont rendus compte qu'après la première et la deuxième intifada, ils avaient fait beaucoup de sacrifices, celui de leurs familles, de leurs maisons, de leurs enfants, qu'ils soient martyrs ou prisonniers. Nous avons actuellement 11.000 prisonniers dans les prisons israéliennes. Derrière eux, il y a 11.000 familles.

Je pense que nous devons commencer par mettre fin à cette division. Cela donnera plus de pouvoir à notre peuple. Nous avons vu, au moment de l'invasion de Gaza, que les manifestations étaient réprimées par la police palestinienne, pas par la police israélienne.

Je ne pense pourtant pas qu'une intifada soit proche.

IPS : *Où en est le Front Populaire en particulier et la gauche en général, en ce moment, en particulier dans la division entre le Hamas et le Fatah ? La gauche est à l'évidence à un de ses niveaux le plus bas dans l'histoire du mouvement national.*

LK : Je pense que les Accords d'Oslo ont été un tournant dans la lutte palestinienne. Une partie de notre peuple en Palestine a soutenu les négociations avec les Israéliens. Ils pensaient qu'ils leur apporteraient l'indépendance, un Etat national. Mais après des années (à ne rien obtenir), les gens ont réalisé qu'ils ne leur apportaient rien. C'est la raison pour laquelle la deuxième intifada a éclaté.

La gauche a été affectée par ce qui s'est passé, et elle est affaiblie par ses divisions. Nous avons essayé pendant des années de bâtir un seul front de gauche, pas en tant que parti, mais comme un front avec un programme politique et une résistance unifiés.

Nous avons le sentiment que si nous réussissions, cela créerait une troisième ligne. Dans les médias, on n'entend parler que du Fatah et du Hamas, mais en fait, ce n'est pas comme ça. Et ça affaiblit la situation toute entière.

Au sujet du Front Populaire, il fait face à de nombreux défis. Notre secrétaire général, Abu Ali Mustafa, a été assassiné. Ahmed Sa'adat est en prison. Beaucoup de nos cadres ont été arrêtés. Beaucoup ont été tués par les Israéliens. Des centaines de nos cadres et membres sont en prison. Tout ceci affaiblit le Front Populaire.

IPS : *J'ai discuté de cette question avec le secrétaire général Ahmed Sa'adat en 2003. Il m'a parlé d'Israël se servant de l'intifada pour se centrer immédiatement sur le FPLP, pour casser les reins de l'organisation par les assassinats et les arrestations. Non seulement parce qu'il voyait le FPLP comme une menace historique, mais aussi parce qu'il avait été tellement affaibli par le climat politique tout au long des années 1990 – tant localement que globalement.*

LK : Abu Ali Mustafa a été assassiné parce qu'il a déclaré que le FPLP était là pour résister et pas pour compromettre nos droits. Ça, les Israéliens l'ont très bien compris. Ce fut la première fois que les Israéliens ont assassiné une personnalité politique comme Abu Ali Mustafa.

Les Israéliens savaient très bien que le FPLP était dans une position de résistance. Qu'il avait son programme de résistance, ce qui signifiait qu'ils n'allaient pas chercher à négocier. Ils savaient que soit en assassinant, soit en arrêtant la direction, ils affaibliraient le FPLP, et ils l'ont fait. Mais nous pouvons aussi nous reconstruire, et nous avons encore beaucoup à faire.

Mais la situation générale n'est pas, elle non plus, avec la résistance – au niveau palestinien, mais surtout au niveau arabe. Ceci affaiblit la situation globale, pas seulement le Front Populaire.

IPS : *Je me demande si nous pouvons parler un peu de la trajectoire de la lutte palestinienne armée : quelles sont les possibilités et les limites de la lutte armée, avec le mur et le paradigme du nouveau ghetto ?*

LK : En général, les gens trouvent toujours les moyens de résister. Après 1967, nous avons utilisé les détournements d'avion. Puis notre peuple s'est servi des pierres pour exprimer sa résistance, puis ce qu'on appelle les attentats-suicide, qui ont cessé. Puis les roquettes depuis Gaza, parce que les Israéliens sont partis et qu'il y avait de nouveaux espaces, alors qu'en Cisjordanie, elle est réduite au silence.

Vous avez utilisé le terme de « ghetto » - oui, nos villes sont comme des ghettos aujourd'hui. Elles sont encerclées par des colonies, par le mur, à toutes les entrées des villes, nous avons des checkpoints.

Mais les gens trouveront les moyens de leur résistance, auxquels je ne pense pas moi-même. Personne n'avait pensé à une intifada des pierres, que les enfants les utiliseraient eux aussi. Cela a provoqué beaucoup de critiques contre Israël, et davantage de solidarité avec les Palestiniens.

Donc, par tous les moyens. Où il y a occupation, il y a toujours résistance. Chaque fois, cette résistance a sa propre forme et ses propres moyens. Je pense que la situation d'accalmie ne durera pas. Notre peuple a une très

longue expérience de lutte et ne peut pas accepter que cette situation perdure. Un jour, ça éclatera à nouveau. De quelle manière, je ne peux le dire. Mais ça viendra.

Leila Khaled interviewée par Jon Elmer pour IPS.

Jeudi 5 Novembre

Source : [IPS](#)

Traduction : MR pour [ISM](#)

http://www.alterinfo.net/Cette-accalmie-ne-durera-pas_a38864.html

1-3 Gideon Levy : Amérique, arrêtez de cirer les pompes à Israël.

Barack Obama a été très occupé, donnant sa bénédiction au peuple juif pour Rosh Hashanah (nouvel an juif), enregistrant une vidéo flatteuse pour la conférence du Président à Jérusalem et une autre pour le rassemblement en mémoire d'Yitzhak Rabin. Seul, le Sheikh Hassan Nasrallah le surpasse en terme de productions de communiqués enregistrés.

Dans toutes les vidéos, Obama abreuve Israël de louanges emmiellées, même s'il a passé près d'un an à faire pression en vain sur Israël, le priant d'être assez gentil pour faire quelque chose, n'importe quoi - ne serait-ce qu'un gel provisoire des constructions dans les colonies - pour que le processus de paix puisse avancer. L'envoyé du Président pour le Moyen-Orient, George Mitchell, fut lui aussi très occupé, faisant la navette entre un enterrement (celui du soldat des FDI Asaf Ramon, le fils du premier astronaute d'Israël, Ilan Ramon) et un mémorial (pour Rabin, bien qu'il ait été reporté à la semaine prochaine à cause de la pluie), afin de trouver grâce aux yeux des Israéliens. Les sondages ont montré qu'Obama était de plus en plus impopulaire ici, avec un pourcentage positif de seulement 6 à 10%.

Il a décidé de s'adresser aux Israéliens par vidéo, mais même un discours persuasif ne convaincra personne de mettre fin à l'occupation. Il aurait mieux fait de dire au peuple israélien la vérité. La secrétaire d'Etat Hillary Clinton, qui est arrivée ici la nuit dernière, ne manquera pas d'exprimer des sentiments similaires : « l'engagement pour la sécurité d'Israël », « l'alliance stratégique », « le besoin de paix », et ainsi de suite.

Jamais aucun autre pays sur la planète n'a mis les Etats-Unis à genoux et plaidé comme cela. En d'autres points chauds, l'Amérique prend un ton différent. Elle bombarde en Afghanistan, elle envahit l'Iraq et menace l'Iran et la Corée du Nord de sanctions. Quelqu'un à Washington a-t-il imploré Saddam Hussein de bien vouloir se retirer du territoire qu'il occupait au Koweït ?

Mais Israël l'occupant, le contrariant entêté qui continue à se moquer de l'Amérique et du monde en construisant ses colonies et en maltraitant les Palestiniens, lui a droit à un traitement différent. Davantage de flatteries à l'ego national dans une vidéo, plus d'éloges embarrassants dans une autre.

Il est temps maintenant de dire aux Etats-Unis : assez de flatteries. Si vous ne changez pas de ton, rien ne changera. Tant qu'Israël sentira qu'il a les Etats-Unis dans sa poche, et que les veto automatiques de l'Amérique le sauveront des condamnations et des sanctions, tant qu'il recevra une aide massive inconditionnelle et qu'il pourra continuer à mener des campagnes punitives, meurtrières sans la moindre remarque de Washington, tant qu'il pourra tuer, détruire et emprisonner sans que le gendarme du monde n'émette un son, Israël persistera dans sa voie.

Les actes illégaux tels l'occupation et l'expansion de la colonisation, et les offensives avec des présomptions de crimes de guerre, comme à Gaza, de tels actes exigent une approche différente. Si l'Amérique et le monde avaient condamné l'opération Pluies d'été, en 2006 - laquelle a fait 400 morts chez les Palestiniens et endommagé gravement leur infrastructure dans ce qui fut la première grande opération sur Gaza depuis le désengagement (septembre 2005) - alors l'opération Plomb durci n'aurait jamais été lancée.

Il est vrai que contrairement aux autres fauteurs de troubles dans le monde, Israël est considéré comme une démocratie occidentale, mais l'Israël de 2009 est un pays dont le langage est la force. Anwar Sadat fut peut-être le dernier chef d'Etat à avoir touché nos cœurs avec des discours optimistes, enflammés et pleins d'espoir. S'il venait en Israël aujourd'hui, il serait hué par l'opinion. Le président syrien plaide pour la paix et Israël l'écarte sans ménagement, les Etats-Unis implorent un gel des colonies et Israël fait le dégoûté. C'est ce qui arrive quand il n'y a aucune conséquence à l'inaction d'Israël.

Quand Clinton sera de retour à Washington, elle ferait bien de prôner un changement fort de politique à l'égard d'Israël. Les cœurs israéliens ne peuvent plus être gagnés par l'espoir, les promesses d'un avenir meilleur ou par de gentilles discussions, ce n'est plus le langage d'Israël. Pour que quelque chose change, il faut qu'Israël comprenne que la perpétuation du statu quo se paiera dans la douleur.

L'Israël de 2009 est un pays gâté pourri, arrogant et condescendant, convaincu que tout lui est dû et qu'il a le pouvoir de faire passer les Etats-Unis et le monde pour des idiots. Les Etats-Unis ont généré cette situation qui met en danger tout le Moyen-Orient et Israël lui-même. C'est pourquoi il faut un tournant dans l'année à venir : Washington doit enfin dire non à Israël et à l'occupation. Un non sans équivoque, un non présidentiel.

Gideon Levy

1er novembre 2009 - Ha'aretz –

traduction : JPP

<http://www.protection-palestine.org/spip.php?article7891>

1-4 As'ad AbuKhalil : La fin du « tout est permis » ?

Un Etat qui a déclaré avec arrogance être une « lumière pour les nations » est devenu un symbole d'agression, de crimes de guerre, et de discrimination ethnique et religieuse, écrit As'ad Abu Khalil.

Plus de 60 années après avoir été fondé en lieu et place d'une nation existante, Israël fait face à d'inhabituelles circonstances.

Cet Etat a amassé un énorme arsenal d'armes de destruction massive et a construit un appareil militaire impressionnant (en grande partie grâce à des soutiens extérieurs venus d'abord de France puis des États-Unis). Il a aussi remporté des guerres successives contre les régimes arabes.

Pourtant, Israël fait face à de nombreux défis politiques et même existentiels. Un Etat qui a déclaré avec arrogance être une « lumière pour les nations » est devenu un symbole d'agression, de crimes de guerre, et de discrimination ethnique et religieuse.

Un Etat qui a toujours bénéficié du soutien américain pour maintenir sa supériorité militaire sur les régimes arabes a été humilié par quelques centaines de jeunes combattants sur le champ de bataille du sud-Liban en 2006.

Un Etat qui se vante depuis des décennies des compétences et de la supériorité de son appareil de renseignement, a loupé une tentative d'assassinat contre Khaled Mishaal, le dirigeant du Hamas, et ont enlevé un agriculteur libanais en 2006 parce que son nom était Hasan Nasrallah (et il a fallu des « experts » israéliens et plusieurs jours pour réaliser que ce n'était « pas le bon » Hasan Nasrallah).

Un Etat qui a signé des traités de paix avec plusieurs régimes arabes et qui entretient des relations secrètes avec beaucoup d'autres, reste haï par le public arabe et musulman.

Il semble que plus Israël devient fort, plus il devient impuissant à faire changer son statut dans la région.

L'opinion dans le monde a changé

Le rapport Goldstone n'a fait qu'ajouter aux problèmes d'Israël.

Israël a d'abord compté sur les États-Unis pour couvrir ses crimes de guerre et les États-Unis se sont toujours précipités, que ce soit au Nations Unies ou au Congrès, pour sauver Israël de la condamnation et la honte.

Les États-Unis ont le plus souvent utilisé leur droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies au bénéfice d'Israël.

Israël a compris, en particulier depuis la Guerre froide, qu'il pouvait toujours compter sur son allié américain pour le sauver de poursuites internationales pour crimes de guerre, pouvant en particulier venir de la Cour pénale internationale (CPI).

Mais Israël est également conscient que l'opinion publique à l'égard d'Israël a changé partout dans le monde.

Même le gouvernement turc (un allié stratégique clé depuis des décennies) a été obligé de prendre ses distances, en grande partie pour répondre aux pressions de son opinion publique.

L'opinion publique dans les pays européens a changé en faveur des Palestiniens, même dans les pays - comme l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, la Suède et le Danemark - où le soutien fanatique à Israël a été une constante politique de la part des gouvernements depuis des dizaines d'années.

Les votes concernant Israël à l'Assemblée générale des Nations Unies sont tout à fait indicatif. Année après année, Israël se retrouve dans un petit groupe qui comprend les États-Unis, les Îles Marshall et la Micronésie. Le reste du monde est de l'autre côté, bien que certains alliés européens des États-Unis s'abstiennent souvent de voter par peur de mesures de rétorsion.

Erreur de calcul

Quand Israël a demandé l'aide des États-Unis, l'administration de Barack Obama, le président américain, a cru que la question serait simple.

Mahmoud Abbas, le président palestinien, ne peut refuser aucune demande venue des États-Unis, peu importe l'humiliation imposée. Ainsi, M. Abbas a succombé aux pressions américaines et a demandé à son ambassadeur à Genève d'écarter tout débat sur le rapport Goldstone au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Les États-Unis (et le régime d'Abbas, ironie du sort) ont fait un mauvais calcul. Ils ne se rendaient pas compte qu'il y avait des limites que même la direction du Fatah ne pouvait franchir. Mais, il était trop tard pour inverser la tendance : Le gouvernement israélien a dû choisir entre permettre à la discussion d'aller de l'avant ou saper la crédibilité - ou le peu qu'il en reste - du régime d'Oslo de Ramallah.

Et Israël est confronté à d'autres dilemmes sur cette question. Il peut insister en disant que le rapport est partial, mais cette fois il ne peut pas accuser son auteur d'antisémitisme. On ne peut pas accuser Goldstone de sympathiser avec l'islam ou l'intégrisme islamique. Le juge, comme sa fille en a informé les médias israéliens, est un sioniste qui se soucie Israël, mais les preuves de crimes de guerre ont été écrasantes.

Le gouvernement israélien ne peut pas recourir à la propagande avec les clichés utilisés pendant des décennies au complet mépris des lois et du droit au niveau international.

Les États-Unis ne devrait pas pouvoir tirer Israël d'affaire cette fois-ci, car de nombreux pays ont vu de leurs yeux les scènes de l'agression brutale contre Gaza et sa population civile.

Un nouveau cadre moral

Israël sait aussi qu'il y a un nouveau cadre moral qui émerge au niveau international : un cadre qui a produit la CPI, aussi faible qu'elle puisse encore être.

La capacité d'Israël à lancer des guerres et des invasions, sans aucun égard pour le droit international ou la moindre morale de base sera plus limitée dans le temps, même si le soutien américain à Israël reste constant.

L'Union Européenne a fait avancer l'idée d'une intervention internationale au nom d'une morale internationale dans les cas où des crimes de guerre se produisent, surtout s'ils se répètent sur une même modèle sur toute une période.

Il est possible que la sauvagerie des attaques israéliennes sur le Liban en 2006 et sur Gaza en 2008, puissent être plus difficile à renouveler dans l'avenir, ce qui ne fera qu'aggraver la situation problématique d'Israël, un État qui a toujours considéré que seule la force brute peut résoudre ses problèmes.

Israël prétend (comme les États-Unis) qu'aucun organisme international n'a le droit d'enquêter, de lancer des poursuites ou de juger sa conduite de la guerre parce qu'elle est une « démocratie ».

Cette ligne de défense a une faible résonance aujourd'hui, et pas seulement parce que le racisme de l'État d'Israël (qui se manifeste à plusieurs niveaux : au gouvernement et dans le discours officiel) est plus visible, mais aussi parce que la conduite de la guerre israélienne ne se distingue pas de celle des régimes les plus brutaux. Israël ne peut pas non plus faire valoir d'enquêtes internes crédibles sur le comportement de ses forces armées.

Des champs de bataille aux tribunaux

Il est peu probable que la défaite du projet sioniste qui se passera dans la façon dont les Arabes ont espéré depuis des décennies. Toutefois, il est possible - surtout si les États-Unis perdent leur suprématie internationale - qu'Israël puisse être forcé de reconnaître les aspirations politiques fondamentales des Palestiniens, et même leur droit au retour, sur injonction de la communauté internationale.

Les options israéliennes, excepté les invasions et les bombardements brutaux, sont en nombre plutôt limité.

L'ironie de la situation est que l'influence d'Israël n'a pas grandi en même temps que sa puissance militaire, et sa puissance militaire n'a pas réussi à faire une brèche dans le rejet populaire d'Israël dans la région.

De toute évidence, les Arabes - du moins la populaire à défaut des régimes - ne sont toujours pas prêts à accepter les diktats israéliens et les « faits accomplis sur le terrain ».

Il est possible que la prochaine phase du conflit israélo-arabe puisse se déplacer du champ de bataille vers les organisations internationales et les tribunaux. Dans un tel cadre, la supériorité militaire israélienne est plutôt obsolète.

As'ad AbuKhalil

As'ad AbuKhalil est professeur en sciences politiques à la « California State University, Stanislas », et auteur du blog [Angry Arab](#)

[Al Jazeera](#)

Jeudi 5 Novembre

Vous pouvez consulter cet article à : <http://english.aljazeera.net/focus/...>

Traduction : Nazim

<http://www.info-palestine.net/>

http://www.alterinfo.net/La-fin-du-tout-est-permis_a38866.html

1-5 « Le déséquilibre des forces retarde le règlement du conflit palestino-israélien ».

Ancien secrétaire général adjoint des Nations-Unies et ex-ministre algérien des Affaires étrangères, Lakhdar Brahimi a été l'envoyé spécial de cette organisation internationale dans plusieurs zones de conflit. Il livre son expérience dans la résolution des conflits, notamment celui entre Palestiniens et Israéliens.

Al-ahram hebdo : Vous étiez l'envoyé spécial des Nations-Unies dans plusieurs conflits du monde, dont ceux de l'Iraq (janvier-juin 2004) et de l'Afghanistan (juillet 1997-octobre 1999).

Quelles leçons tirez-vous de cette vaste expérience dans la résolution de conflits, tel celui entre Palestiniens et Israéliens ?

Lakhdar Brahimi : La première leçon que l'on apprend lorsque nous avons affaire à des conflits c'est qu'il n'y a pas deux situations que l'on peut comparer ou résoudre de la même manière.

Donc, il n'y a pas de formule qu'on ait pu utiliser quelque part et qu'on pourra répéter ailleurs. Chaque nouvelle situation demande que l'on s'y adapte. Il y a parfois des éléments de ressemblance, mais la question fondamentale est que les situations sont toujours différentes les unes des autres, et donc, on ne peut pas les comparer. Dans le cas spécifique du conflit israélo-palestinien, la question la plus difficile c'est que les rapports de force ne changent jamais. En Afghanistan, par exemple, on voit par moments que les talibans deviennent de plus en plus forts, même face aux forces américaines et celles de l'Otan. Mais dans le cas des Palestiniens, cela ne se passe pas de cette manière. La situation de conflit dans ce cas ne coûte pas beaucoup aux Israéliens, et cela fait qu'ils ne se sentent pas pressés de le résoudre.

— Y a-t-il un moyen de changer cet équilibre de forces ?

Lakhdar Brahimi Il est vrai que la majorité des Israéliens se sentent très à l'aise dans cette situation. Mais il y a quand même une minorité d'Israéliens très inquiète et qui pense que la paix est dans leur propre intérêt, surtout à long terme. Mais en même temps, il faut renforcer le côté palestinien, et pour cela, il faut qu'il y ait de l'unité dans les rangs palestiniens. De plus, je dis toujours que les Arabes semblent, depuis longtemps, avoir abandonné les Palestiniens. Il est temps qu'ils raffermissent leur attitude vis-à-vis d'Israël.

— Vous étiez aussi l'émissaire du secrétaire général de l'Onu en Afrique du Sud à la veille de la fin du régime de ségrégation raciale et l'accession de la majorité noire au pouvoir en 1994. Quelles sont les différences entre le cas sud-africain et celui des Palestiniens dans les territoires occupés ?

Lakhdar Brahimi En Afrique du Sud, il y avait une résistance armée, mais il y avait aussi un soutien international très important que l'on ne voit pas tellement dans le cas de la Palestine. Le support que les pays africains apportaient alors à l'ANC (Congrès national africain) était beaucoup plus fort et important que celui que les pays arabes accordent aux Palestiniens. L'ANC était à 100 % soutenu par la totalité des pays de l'Afrique. Aussi dans

le cas de l'Afrique du Sud, il n'y avait pas de luttes internes comme on le voit aujourd'hui chez les Palestiniens. — L'une des raisons qui fait que l'Etat hébreu refuse toute solution à son conflit avec les Palestiniens est qu'il se sent invincible, étant donné sa détention de l'arme nucléaire. Une situation qui crée des émules puisque l'Iran semble, lui aussi, chercher la possession de l'arme atomique. Que pensez-vous de l'effet de cette course à l'armement nucléaire dans la région ?

Lakhdar Brahimi Je pense que cette région doit être dépourvue de l'arme nucléaire. Il faudrait peut-être organiser une conférence internationale où Israël et l'Iran participeraient et accepteraient de dénucléariser la région. Si cela ne se passe pas, l'Iran va essayer d'avoir l'arme nucléaire et tout autre Etat arabe essaiera de faire la même chose. Mais de toute manière, s'agissant de la question du nucléaire, il y a actuellement un mouvement qui est en faveur du désarmement nucléaire. Il devra y avoir une conférence sur cette question à la fin de cette année ou au début de l'année prochaine. Il y a un très grand intérêt autour de cette question et une pression palpable aux Etats-Unis pour le désarmement nucléaire.

— Et comment ce courant en faveur d'une dénucléarisation va-t-il se répercuter sur les pays qui ont déjà l'arme nucléaire, comme Israël, l'Inde ou le Pakistan ?

Lakhdar Brahimi Il ne s'agit pas de faire une révolution, mais c'est quand même significatif que, pour la première fois, il y a eu une résolution internationale de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) qui demande à Israël, par exemple, de se soumettre au contrôle de l'AIEA.

— Pensez-vous que l'Iran cherche à se doter de l'arme nucléaire et que son programme civil cache d'autres intentions plus belliqueuses ?

Lakhdar Brahimi Les Iraniens disent qu'ils ne sont pas intéressés à la bombe. Ce qu'ils font est certainement légal, tout à fait autorisé par l'AIEA.

S'ils cachent quelque chose ou s'ils ont des intentions pour plus tard, on n'en sait rien. Mais pour le moment, ce qu'ils font est légal.

— Où en est-on de la réforme tant attendue des Nations-Unies ?

Lakhdar Brahimi Le mouvement de réforme des Nations-Unies, c'est comme un cheval de mer. Quelque chose dont on parle tout le temps. Cela a commencé avec l'ancien secrétaire général Boutros Boutros-Ghali, continué avec Kofi Annan et se poursuit maintenant avec Ban ki-Moon. Dans cette question, il y a deux choses. D'abord, il y a l'aspect facile qui intéresse même les grandes puissances : la réforme administrative. Il s'agit par exemple de la diminution du personnel et des dépenses. On nous disait à un moment qu'il ne fallait pas, par exemple, imprimer sur le papier. Si on souhaitait le faire, il fallait sortir à l'extérieur. C'est ce que j'appelle les réformes pour amuser la galerie.

Mais il y a les réformes fondamentales, qui concernent notamment le Conseil de sécurité. Tout le monde est maintenant d'accord que celui-ci a été dépassé par les événements. Il a été constitué en 1945, après la deuxième guerre mondiale. Le monde a changé depuis, pas le Conseil de sécurité. Jusqu'à présent, les efforts pour élargir le Conseil de sécurité ont été un échec. Il est vrai qu'ils continuent encore, mais je n'ai pas l'impression qu'on soit proche d'une solution ou d'un changement. Le Conseil de sécurité ne reflète plus du tout la réalité du monde d'aujourd'hui qui possède de nouvelles dimensions, avec l'émergence de nouveaux pôles régionaux.

Etant donné cette incapacité à réformer le Conseil de sécurité, l'on parle de plus en plus aujourd'hui de créer de nouveaux organismes, comme celui du G20 dans le domaine économique. Mais cela ne va pas remplacer le manque existant au Conseil de sécurité, car les questions de paix et de sécurité ne peuvent pas être données au G20.

— Pourquoi ?

Lakhdar Brahimi Parce que la charte des Nations-Unies dit que c'est au Conseil de sécurité de traiter ces questions. Pour charger le G20 des questions de la paix et de sécurité, il faut changer la charte. Et les cinq pays permanents, qui ont une position clef, et en particulier le droit de veto, ne vont pas accepter la réforme de la charte. Ce qu'on est en train d'essayer de faire c'est changer la charte pour que la composition du Conseil de sécurité soit modifiée, mais on n'arrive pas à se mettre d'accord sur cela. Et il sera encore plus difficile de se mettre d'accord sur la création d'un organisme qui dépossédera le Conseil de sécurité actuel de ses prérogatives. Là, il y a deux problèmes. Le premier c'est le P5, les cinq pays permanents qui sont très contents et très heureux de cette situation et ne veulent pas qu'elle change. Mais il y a malheureusement aussi le désaccord entre les pays du Sud. Les pays de l'Amérique latine ne sont pas d'accord pour que le Brésil les représente, les pays africains ne sont pas d'accord pour que l'Afrique du Sud ou le Nigeria les représente. Pour les pays asiatiques, il y a des pays qui s'opposent à la candidature de l'Inde. Même en Europe, il y a des divergences terribles. L'Italie a combattu ouvertement pour que l'Allemagne ne devienne pas membre permanent du Conseil de sécurité. Il y a aussi des gens qui disent que l'Union européenne a déjà deux pays membres du Conseil de sécurité et qu'il ne faut pas en rajouter un troisième, etc.

— Le monde arabe devrait-il avoir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'Onu ?

Lakhdar Brahimi Je pense que le monde arabe est trop affaibli pour pouvoir prétendre à un siège permanent au Conseil de sécurité de l'Onu. La coopération entre les pays arabes est tellement faible que l'on parle beaucoup plus aujourd'hui d'une représentation islamique, pas d'une représentation arabe. Alors, nous avons l'Iran qui a annoncé publiquement qu'il voulait un siège au Conseil de sécurité. Et il y a aussi l'Indonésie, ils n'ont rien dit, mais il y a des gens qui disent que l'Indonésie est le pays musulman le plus peuplé du monde. On parle donc d'une représentation de

ce pays. Je regrette de dire que, pour le moment, on ne parle pas beaucoup d'une représentation arabe.

Propos recueillis par Randa Achmawi

1-6 Les États-Unis et Israël font obstruction au Rapport Goldstone.

Les délibérations de l'Assemblée générale de l'ONU sur le Rapport Goldstone auront lieu en dépit de nombreuses tentatives d'obstruction de la part des États-Unis et d'Israël. C'est l'indignation des peuples du monde qui a fait que ce rapport se retrouve aujourd'hui à l'Assemblée générale.

Les États-Unis se sont opposés au Rapport Goldstone dès le début et ils ont tout fait depuis pour qu'il ne soit pas mis à l'ordre du jour du Conseil de sécurité de l'ONU. C'est le Conseil de sécurité qui a l'autorité nécessaire pour donner suite aux constatations du rapport. C'est également lui qui doit transmettre ces constatations à la Cour pénale internationale (CPI) au nom de l'ONU.

Les preuves de crimes de guerre amassées par une mission de l'ONU sont si flagrantes qu'un simple débat au Conseil de sécurité porterait un coup solide à l'impunité des États-Unis et d'Israël envers les Palestiniens.

Les États-Unis ont cherché à bloquer toute discussion et ils ont même empêché le Conseil des droits de l'Homme, qui n'a pas l'autorité de faire appliquer les recommandations du rapport, de voter sur le rapport. Après un succès initial, ces efforts ont eu l'effet inverse, surtout pour le président Barack Obama qui s'est engagé à respecter les conclusions de la CPI. Son administration a fait campagne ouvertement pour empêcher que la CPI puisse même entendre la cause. Les États-Unis ne veulent pas que leur soutien à Israël, financier et autres, soit jugé devant le monde.

(Carlos Latuff)

Le rapport Goldstone a été rendu public le 15 septembre. Le 17 septembre, l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU Susan Rice a dit que le mandat donné au CDH par le rapport « manque d'équilibre », qu'il est « à sens unique et essentiellement inacceptable ». Elle a dit : « Nous avons de sérieuses réserves sur plusieurs recommandations de ce rapport. Nous croyons que l'instance appropriée pour étudier ce rapport est le Conseil des droits de l'Homme. » « Chose plus importante encore, nous sommes d'avis que nous devons nous concentrer sur l'avenir », a dit Rice, ajoutant que « le temps est venu de travailler à cimenter le progrès menant à la reprise des négociations » entre Israël et les Palestiniens.

Selon les États-Unis, l'histoire doit être effacée quand elle ne sert pas leurs visées. Les Palestiniens doivent donc « laisser au passé ce qui appartient au passé » parce que l'insistance à vouloir tenir Israël responsable de crimes de guerre « n'a pas sa place dans un processus de paix ».

Le chantage israélo-américain

Le 22 septembre, le président Obama a rencontré le président de l'Autorité palestinienne (AP) Mahmoud Abbas et le premier ministre israélien Netanyahu. Sous la pression des États-Unis, Abbas a abandonné la demande des Palestiniens qu'Israël cesse l'expansion de ses colonies de peuplement — une violation d'ententes précédentes et une chose que les États-Unis prétendent aussi vouloir — avant que les négociations ne reprennent. Les colonies de peuplement continuent et pourtant les négociations ont repris le 22 septembre.

Le CDH devait ensuite se réunir le 2 octobre et voter sur les recommandations du Rapport Goldstone et sur une résolution à l'effet de les référer au Conseil de sécurité. L'administration américaine a dit que la poursuite du rapport allait « entraver le processus de paix ». Abbas, encore une fois sous la pression américaine, a retiré l'appui de l'Autorité palestinienne à la résolution.

En forçant ce retrait, les États-Unis espéraient retarder le vote jusqu'à sa prochaine réunion en mars 2010.

Les Palestiniens à travers le monde ont immédiatement exprimé leur indignation envers le retrait d'Abbas et ont exigé que le monde se penche sur l'impunité américano-israélienne. Le Rapport Goldstone est une avenue à poursuivre dans ce sens.

La Libye a proposé que le Conseil de sécurité tienne une session spéciale le 7 octobre pour discuter du Rapport Goldstone. La requête fut rejetée mais on a plutôt devancé au 14 octobre la réunion régulière sur le Moyen-Orient prévue pour le 20 octobre. Cette réunion a un peu discuté du rapport ainsi que de la récente violence de l'État d'Israël contre les Palestiniens à Jérusalem Est. Les États-Unis se sont assurés qu'aucune résolution sur le rapport ne soit adoptée.

Pour tenter de sauver la situation, Abbas a appuyé la requête libyenne et soumis une nouvelle résolution au Conseil des droits de l'Homme condamnant les violations israéliennes à Gaza, à Jérusalem Est et dans le reste de la Cisjordanie. La dénonciation de la perfidie d'Abbas était telle que le 11 octobre il a dû se rétracter publiquement.

Le Wall Street Journal cite Abbas : « J'ai ordonné à notre ambassadeur [aux Nations unies à Genève] de convoquer une rencontre extraordinaire du Conseil des droits de l'Homme pour qu'il y ait un vote sur le rapport, pour que soient punis tous ceux qui ont commis ces crimes monstrueux contre les femmes et les enfants à Gaza. »

Les rapports dans la presse arabe relatent que le président Obama et la secrétaire d'État Hillary Clinton ont tous deux téléphoné Abbas pour lui dire que l'Autorité palestinienne ne doit pas « joindre les rangs des terroristes et de ceux qui incitent au terrorisme » en choisissant d'appuyer une possible résolution du Conseil des droits de l'Homme de référer les conclusions du Rapport Goldstone au Conseil de Sécurité et à la Cour pénale internationale. La presse fait état de menaces des États-Unis qui ont fait savoir que si l'Autorité palestinienne n'abandonnait pas le rapport cela aurait pour conséquence de « sérieusement affecter l'Autorité palestinienne et l'aide financière qu'elle reçoit actuellement des États-Unis ».

Ces rapports font aussi référence aux menaces israéliennes à l'effet que, devant l'éventualité d'un appui à une résolution condamnant les crimes commis à Gaza, l'Autorité palestinienne et la Cisjordanie seraient soumis à des pressions financières et économiques. Cela comprend par exemple la menace de ne pas accorder une plus grande plage de fréquences qui aurait permis d'élargir le service de téléphonie cellulaire en Cisjordanie. Le chantage américano-israélien a réussi à forcer Abbas à se soumettre.

Le retrait de l'appui de l'Autorité palestinienne a été vigoureusement dénoncé par les Palestiniens et les peuples du monde. Cela n'a fait que semer le doute sur la légitimité de l'AP et d'Abbas.

Condamnation de la perfidie d'Abbas

L'agence de nouvelles Shahab, citant ce qu'elle appelle une source de bonne foi, rapporte que lors d'une rencontre à Washington les représentants de l'AP avaient initialement rejeté la demande d'Israël de ne pas endosser le rapport, et étaient résolus de s'en tenir à cette position. Mais, comme l'ajoute l'agence de nouvelles, le brigadier Eli Avraham a montré un enregistrement vidéo montrant une rencontre entre le président palestinien, Mahmoud Abbas, et le ministre de la défense israélienne, Ehud Barak. Tzipi Livni, la ministre israélienne des Affaires étrangères, était aussi présente.

Le vidéo montre Abbas en train de convaincre Barak de continuer la guerre à Gaza alors que Barak semble hésitant et que Livni semble appuyer le plan, a dit la source citée par Shahab.

Le rapport de Shahab est sorti le 7 octobre, le jour même où la Libye a demandé une réunion d'urgence du Conseil de Sécurité pour prendre en considération le contenu du rapport Goldstone.

Palestine TV, la chaîne de télévision officielle de l'Autorité palestinienne, a rapporté qu'Abbas enverrait le Dr. Riyadh Al-Malki, le ministre palestinien des Affaires étrangères, à New-York pour soutenir la requête libyenne. Shahab rapporte aussi qu'Avraham a fait jouer un enregistrement d'une conversation téléphonique entre le directeur du bureau du commandement en chef israélien, Dov Weissglas, et le secrétaire général de la présidence palestinienne, al-Tayyib Abdul Rahim.

Durant la conversation, Abdul Rahim dit que les circonstances justifient l'entrée de l'armée israélienne dans les camps de réfugiés de Jabalya et al-Shatea et ajoute que la chute de ces deux camps mettrait fin au règne du Hamas dans la bande de Gaza, déclare Shahab.

Weissglas a ensuite dit à Abdul Rahim que cette opération va entraîner la mort de milliers de civils mais, selon Shahab, Abdul Rahim aurait répondu : « Ils ont élu Hamas alors ce sont eux qui ont choisi leur destin, pas nous. » Shahab dit que la délégation israélienne a menacé les représentants de l'AP en disant qu'elle présenterait ces enregistrements à l'ONU et aux médias, forçant la délégation à accepter la requête d'Israël de reporter le vote sur le rapport.

Un haut-placé du Hamas, Mahmoud al-Zahar, a exigé qu'Abbas démissionne pour avoir appuyé le report du vote. Abbas est coupable « d'un très grave crime contre le peuple palestinien » par l'appui de l'AP au report du vote sanctionnant le rapport, a-t-il déclaré à Al Jazeera.

« Il encourage les dirigeants militaires israéliens à attaquer Gaza, à tuer le Hamas et à tuer les gens parce qu'ils ont voté pour le Hamas, à retarder un très important rapport concernant les crimes israéliens commis contre des êtres humains », a dit al-Zahar.

« Il devrait démissionner et comparaître devant une cour de justice. Il ne représente aucunement le peuple palestinien. »

Des centaines de gens de la ville de Ramallah, en Cisjordanie, ont protesté contre cette décision, disant que le délai « est une insulte au sang des martyrs et blesse profondément notre peuple ».

Des protestations ont aussi eu lieu à Jérusalem où des activistes ont exigé des excuses d'Abbas.

« Si le gouvernement a quelque chose à voir avec la décision, nous voulons qu'il démissionne », a dit Muhammad Jadallah, le dirigeant de la Coalition pour Jérusalem.

Trente-deux groupes palestiniens en Europe ont aussi demandé qu'Abbas démissionne immédiatement.

Dans une déclaration, les groupes ont dit que « la manoeuvre pour retarder la sanction est non moins grave que les atrocités commises sous l'occupation de Gaza par Israël ».

« Confronté à une condamnation sans précédent et à des accusations de trahison par les autres factions palestiniennes et par son propre parti, Abbas a dit qu'il a ordonné la mise sur pied d'une commission d'enquête pour découvrir qui sont les responsables du report de la résolution de l'ONU contre Israël », a rapporté Press TV. Selon le Jérusalem Post, un ministre non identifié de l'AP a auparavant ridiculisé la décision d'Abbas d'établir une commission d'enquête : « Qu'est-ce que le président [Abbas] est-il en train de nous dire ? Qu'il n'a pas pris la décision de faire avorter la résolution qui aurait vu l'ONU sanctionner les conclusions de la commission d'enquête sur la guerre de Gaza ? », a demandé le ministre.

(Al Jazeera et les services de nouvelles)

Déclaration de Goldstone sur la Mission d'établissement des faits de l'ONU

- 29 septembre 2009 (extraits) -

Mes collègues et moi sommes ici aujourd'hui afin de présenter au Conseil le rapport final de la Mission d'établissement des faits sur le conflit à Gaza. Depuis la publication de la version préliminaire du rapport il y a deux semaines, nous avons été témoins de plusieurs déclarations d'appui mais aussi d'un barrage de critiques envers nos conclusions ainsi que d'attaques publiques contre les membres de la Mission. Nous ne répondrons pas à ces attaques car nous pensons que les réponses à ceux qui nous ont critiqués sont dans les conclusions du rapport. Cependant, je dois rejeter une accusation portée contre la Mission, celle à l'effet que nos efforts ont une motivation politique.

Laissez-moi répéter devant ce Conseil ce que j'ai déjà déclaré à plusieurs occasions :

Nous avons accepté cette Mission parce que nous croyons profondément dans la primauté du droit, le droit humanitaire, les droits humains et le principe que dans un conflit armé les civils devraient le plus possible être protégés.

Nous avons accepté avec conviction que la poursuite de la justice est essentielle et qu'aucun État ou groupe armé ne doit être au-dessus de la loi. À défaut de poursuivre la justice pour des violations sérieuses lors de tout conflit, la justice internationale sera gravement minée.

Nous avons accepté sur la base d'une grande préoccupation pour les centaines de civils tués inutilement et pour ceux qui ont été blessés et estropiés à vie.

Nous avons accepté parce que nous croyons que les auteurs de graves violations doivent être tenus responsables.

Nous ne prétendons pas être à l'abri de l'erreur. Suite à la publication du rapport, nous avons reçu plusieurs commentaires de gens qui sont sincèrement intéressés à la vérité. Nous les avons considérés et avons redressé les inexactitudes dans la version finale du rapport qui vous est présentée aujourd'hui.

Nous regrettons que la réponse du gouvernement d'Israël évite jusqu'à ce jour de traiter de l'essence du rapport. M. le président,

Comme vous le savez tous, la Mission a été établie en avril de cette année avec le mandat d'enquêter « sur toutes les violations des droits humains et du droit international humanitaire qui auraient pu être commises dans le contexte des opérations militaires à Gaza au cours de la période allant du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009, que ce soit avant, durant ou après ».

L'ambassadeur [nigérien] Uhomobhi et moi avons annoncé la mise sur pied de l'équipe lors d'une conférence de presse en avril et il a présenté le mandat de la Mission devant ce Conseil en Juin. Le mandat de la Mission était d'examiner toutes les parties : Israël ; l'Autorité palestinienne ; le Hamas qui gouverne la bande de Gaza et les groupes armés palestiniens.

Peu après son établissement, la Mission a fait face à un de ses plus grands défis : la décision du gouvernement d'Israël de ne pas coopérer avec elle et son refus implicite de nous donner accès à la bande de Gaza, à la Cisjordanie et au Sud-Liban. Nous avons décidé de ne pas laisser ce manque de coopération empêcher la Mission d'accomplir son mandat. [...]

La première visite de la Mission a eu lieu dans la bande de Gaza du 1er au 5 juin 2009, durant laquelle nous avons eu des réunions et des entrevues avec des victimes et des témoins et visité les sites d'incidents.

Les membres de la Mission étaient de nouveau dans la bande de Gaza du 26 juin au 1er juillet. [...]

La Mission a tenu une deuxième ronde d'audiences publiques, ce qui fait partie de son processus d'enquête. Durant les deux parties des audiences publiques, 38 témoins, victimes et experts se sont exprimés. Le but de tenir des audiences publiques était de donner une voix à ceux ayant eu une expérience directe et ayant une expertise liée au mandat de la Mission.

La Mission a examiné des rapports produits par diverses organisations et institutions ainsi que des soumissions sur des faits et la loi pertinents à son enquête.

La Mission a consulté une grande variété d'interlocuteurs. Cela incluait des victimes et des témoins, des Palestiniens, des Israéliens, des ONG internationales, des organisations internationales et de l'ONU, des organisations communautaires, des défenseurs des droits humains, des experts juridiques, militaires, médicaux et autres professionnels, les autorités et autres sources d'information de bonne foi pertinents au mandat de la Mission. Ces interlocuteurs étaient à la fois à l'intérieur et à l'extérieur d'Israël et des Territoires occupés. [...]

La Mission a enquêté en détail les conséquences des attaques à la roquette au mortier aériens des groupes armés palestiniens à Gaza pour la population civile dans le sud d'Israël. Nous avons examiné en détail les souffrances des victimes et l'effet très préjudiciable de ces actes pour les villes et villages situés dans la zone de tir.

La Mission a décidé que pour comprendre l'effet des opérations militaires d'Israël sur l'infrastructure et l'économie de Gaza, et surtout sur l'approvisionnement alimentaire, il était nécessaire d'examiner les effets du blocus qu'Israël impose à la bande de Gaza depuis maintenant plusieurs années, blocus qui a été resserré depuis que le Hamas est devenu l'autorité à Gaza.

La Mission a conclu que l'attaque contre la seule meunerie qui reste, la destruction d'une grande partie de la production d'oeufs à Gaza, la destruction par bulldozers de grandes superficies de terres agricoles et le bombardement de quelque 200 installations industrielles ne seraient en aucune façon être justifiées par des motifs militaires. Ces attaques n'avaient absolument rien à voir avec le lancement de roquettes contre Israël.

La Mission a examiné de près et rapporté certaines déclarations faites par des représentants politiques et militaires d'Israël qui affirment vouloir frapper « l'infrastructure du Hamas ».

Accepter cette définition du mot « infrastructure », en tant que cible militaire justifiable, serait remettre en question tout le droit humanitaire international des plus de cent dernières années. Cela voudrait dire que les civils et les immeubles civils peuvent être des cibles. Ces attaques constituent en fait des mesures de représailles et de châtimement et sont des crimes de guerre.

Le gouvernement israélien avait le devoir de protéger ses citoyens. Cela ne justifie d'aucune façon le châtimement collectif d'une population qui est à toute fin pratique sous occupation, la destruction de ses moyens de vivre dans la dignité et le traumatisme causé par cette intervention militaire que le gouvernement d'Israël a appelée « plomb durci ». [...]

L'impunité pour crimes de guerre et possiblement pour crimes contre l'humanité a maintenant créé une situation de crise ; l'absence de justice sape tout espoir de réussite du processus de paix et crée un climat qui encourage la violence. L'expérience a maintes fois montré que le fait de fermer les yeux devant l'injustice ne mène qu'à l'intensification du conflit et de la violence.

En conclusion, je dirai que la Mission espère que le fond de ce rapport serve à renforcer les initiatives pour la paix dans la région. La Mission est convaincue que la communauté internationale doit répondre aux réalités présentées dans ce rapport et ce faisant établir une base solide pour la poursuite de la paix et de la sécurité pour tous les habitants de la région. [...]

Numéro 193 - 4 novembre 2009

L'Assemblée générale de l'ONU discute du Rapport Goldstone sur les crimes de guerre à Gaza

Non à l'impunité anglo-américaine et sioniste!

Les crimes contre l'humanité doivent être punis!

Lisez Le Marxiste-Léniniste

Site web: www.pccml.ca

<http://www.pccml.ca/francais/Lmlq2009/Q39193.htm#1>

1-7 Jean Shaoul : Israël, les Etats-Unis et le droit international.

En réaction à la sanction par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies du rapport Goldstone qui accuse Israël d'avoir commis des crimes de guerre durant son assaut sur Gaza en 2008-09, ce dernier a dénoncé l'ONU et tente de renverser le droit international en vigueur.

L'objectif explicite de Tel-Aviv est de fournir carte blanche aux Forces de défense israéliennes (IDF) pour qu'elles puissent faire ce que bon leur semble au nom de la « lutte contre le terrorisme ».

Le rapport du juge sud-africain Richard Goldstone dit que la guerre contre Gaza était « une attaque délibérément disproportionnée conçue pour punir, humilier et terroriser une population civile, pour réduire dramatiquement son pouvoir économique régional pour travailler et subvenir à ses besoins, ainsi que pour lui imposer un sentiment sans cesse croissant de dépendance et de vulnérabilité ».

Goldstone a affirmé que le Conseil de sécurité de l'ONU devrait transmettre l'affaire à la Cour pénale internationale si Israël ne procédait pas à une enquête indépendante sur la conduite de l'armée. Les pays signataires des Conventions de Genève de 1949 avaient le devoir d'user de leurs pouvoirs de « compétence universelle » afin de chercher et de poursuivre les responsables de crimes de guerre, a-t-il ajouté.

Le président Shimon Pérès et le premier ministre Benyamin Netanyahou se sont immédiatement opposés au vote du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, ont qualifié le rapport de biaisé et ont refusé de se conformer à ses recommandations. Ehoud Barak, ministre de la Défense et architecte de l'attaque sur Gaza, a refusé même de permettre une discussion au sein du cabinet sur la tenue d'une enquête. Le gouvernement voulait donner à l'armée israélienne « un plein appui pour permettre toute liberté d'action », a-t-il dit.

Netanyahou a insisté qu'aucun officiel israélien n'allait être jugé pour crimes de guerre et a promis qu'un veto (c'est-à-dire celui de Washington) allait rejeter la résolution au Conseil de sécurité. Il a donné l'ordre à son gouvernement de préparer une « campagne mondiale » de lobbying pour modifier les lois internationales de guerre « dans l'intérêt de quiconque luttant contre le terrorisme » et dans le but de s'assurer que les pays abandonnent ou modèrent leurs lois de compétence universelle.

Israël bénéficie du soutien inconditionnel de l'administration Obama, qui a qualifié le rapport Goldstone d'inégal tout en faisant du lobbying pour s'assurer qu'il soit rejeté. Depuis que le rapport a été sanctionné, Washington a réitéré à maintes reprises son appui à Israël et a publiquement critiqué l'ONU.

Cela a atteint un point culminant la semaine dernière, lorsque le président Barack Obama a envoyé à Pérès une vidéo de salutation flatteuse pour la conférence présidentielle de 2009 à Jérusalem, à laquelle avait assisté en son nom Susan Rice, l'ambassadrice américaine aux Nations unies.

Prenant la parole lors d'une conférence, Rice a montré clairement l'attitude de Washington vis-à-vis l'ONU, une institution qu'elle a décrite comme étant « manifestement imparfaite ». Elle a rendu clair que l'autorité de l'ONU doit être invoquée seulement lorsqu'elle s'accorde avec les intérêts américains et qu'elle doit être écartée lorsqu'elle ne correspond pas à ces mêmes intérêts.

« Rien ne peut remplacer la légitimité que l'ONU peut transmettre ou la tribune qu'elle peut offrir pour mobiliser les coalitions les plus larges possibles pour s'attaquer aux défis mondiaux, de la non prolifération nucléaire à la santé mondiale », a-t-elle dit.

« Mais les Nations unies sont une institution composée de nations », a-t-elle poursuivi. « Elle s'élève ou s'écroule selon la volonté de ses membres. Et les Nations unies doivent faire plus, beaucoup plus, pour vivre à la hauteur des braves idéaux de sa fondation - et ses états membres doivent, une fois pour toutes, remplacer le venin anti-Israël par une reconnaissance de la légitimité d'Israël et de son droit d'exister en paix et en sécurité. »

Pour Obama, comme pour le président Bush avant lui, les Nations unies sont un outil utile lorsqu'elles soutiennent et légitiment les intérêts géopolitiques de Washington. Elles le sont également lorsque les résolutions onusiennes fournissent un prétexte pour le lancement d'une guerre illégale d'agression contre l'Irak.

Cependant, lorsqu'une instance de l'ONU tente de rappeler Israël à l'ordre, son action est dénoncée par Rice comme étant « fondamentalement inacceptable ». Cela contraste profondément avec l'attitude de Washington envers l'Iran.

À l'instant même, les Etats-Unis tentent d'invoquer l'autorité des Nations unies, à travers l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et du Conseil de sécurité, pour menacer l'Iran et aller de l'avant avec ses projets pour la domination stratégique des régions riches en énergie du Moyen-Orient et de l'Asie centrale.

Lorsqu'il est question de Téhéran, qui n'est pas accusé de crimes de guerre, mais tente de développer un programme nucléaire comme le permet le Traité de non-prolifération nucléaire (un programme pour lequel, selon l'AIEA, on n'a pas de preuve nette qu'il vise à acquérir l'arme nucléaire), Obama a affirmé sans équivoque « Le gouvernement iranien doit maintenant faire la preuve par ses agissements qu'il a des intentions pacifiques ou alors il devra se soumettre aux normes internationales et à la loi internationale. »

La politique de Washington, comme celle de Londres, de Berlin ou de Paris, est entièrement déterminée par ses ambitions impérialistes de contrôler les ressources et les marchés mondiaux. L'ONU n'étant en réalité rien d'autre qu'une couverture pratique ou un endroit où marchander pour la satisfaction de ces ambitions. Le régime actuel en Iran est vu comme un obstacle à ces visées.

Israël a longtemps été le gardien des intérêts des Etats-Unis dans la région et, aujourd'hui, il offre une voie probable d'attaque militaire sur Téhéran et ces installations nucléaires, si Washington en décidait ainsi.

Tout en cherchant à défendre un allié stratégique, les Etats-Unis et l'Europe sont déterminés à éviter la création d'un précédent dangereux pour eux qui pourraient mener à des poursuites pour leurs propres crimes de guerre en Irak, en Afghanistan et au Pakistan.

Netanyahou sait tout cela. Il a averti les grandes puissances dans sa réponse au rapport Goldstone : « Il ne s'agit pas d'un problème seulement pour nous. S'ils accusent des officiers de l'IDF, des commandants de l'IDF, des soldats de l'IDF, des pilotes de l'IDF et même des dirigeants, ils vont vous accuser vous aussi. Quoi, l'OTAN ne combat-il pas en plusieurs endroits ? Quoi, la Russie ne combat-elle pas en plusieurs endroits ? »

Une telle connivence politique explique pourquoi les Etats-Unis laisse Israël défier aussi ouvertement l'ONU, alors que l'Iran est proclamé l'ennemi du monde. C'est ce qui explique qu'Obama déclare que les Etats-Unis et Israël sont des « démocraties » qui « peuvent modeler leurs propres destinées », alors même que Netanyahou cherche à légitimer des crimes de guerre et qu'au contraire l'Iran est l'objet de sanctions et de menaces.

Et c'est pourquoi le premier ministre britannique Gordon Brown et le président français Nicolas Sarkozy ont écrit à Netanyahou pour déclarer qu'ils reconnaissent à Israël « le droit à l'auto-défense » après l'adoption du rapport Goldstone alors que Brown demande que l'on trace « les limites à ne pas dépasser » sur la question des « violations des engagements internationaux » de l'Iran.

Jean Shaoul

samedi 31 octobre 2009

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7553

1-8 G.Houballah : Israël exploite l'affaire Francub pour détourner l'attention du rapport Goldstone.

L'entité sioniste a lancé une campagne médiatique et diplomatique à travers l'affaire du navire qu'il a intercepté, dans le but de détourner l'attention du rapport de Goldstone qui sera discuté à l'Organisation des Nations Unies. Se vantant d'avoir réussi un coup de filet sans précédent, « Israël » tente de convaincre l'opinion publique internationale qu'il a confisqué un cargo transportant des armes venant d'Iran et destiné au Hezbollah.

ET donc le Premier ministre Benjamin Netanyahu compte tenir une conférence de presse depuis le port d'Ashdod, où les armes ont été confisquées par la marine israélienne, histoire de faire un scoop!

Bref, une fuite en avant vouée à l'échec!!

Pis encore, la marine israélienne semble décidée à mettre la main sur tout ce qui représente une menace pour la "sécurité d'Israël", même si elle était dans les profondeurs de la mer.

Ainsi, le commandant de la marine israélienne, Yedidya Yaari, a annoncé que l'unité spéciale de commandos de la marine israélienne, qui a effectué un contrôle sur le navire "Francub" est capable de contrôler tout navire partout dans le monde.

Mais encore, le Premier ministre Benjamin Netanyahu, semble déterminer à exploiter à fond cette affaire dans le but de détourner l'attention du rapport de Goldstone qui sera discuté aux Nations Unies.

Ainsi, sans le moindre scrupule Netanyahu affirme haut et fort que l'affaire du navire "dévoile l'ironie de la situation, d'un côté l'Iran envoie des armes aux organisations terroristes pour tuer des civils israéliens et de l'autre le rapport de Goldstone point un doigt accusateur contre Israël "!

Dans ce contexte, le vice-ministre de la Guerre, Matan Vilnai a déclaré: «Il y a à bord du navire des missiles de cent vingt mm, alors tout ceux qui parlent du rapport de Goldstone et de la protection des civils doivent savoir que tout ce qui se trouve sur le navire est conçu pour frapper les civils.»

Un spécialiste israélien des affaires politiques, Audi Siegl, a déclaré sur la chaîne de télévision israélienne: «Il y a une concordance dans les intérêts israéliens entre l'affaire du navire et celui de dire au monde que vous ne serez pas en mesure de nous dissuader par le rapport de Goldstone à nous défendre comme nous l'entendons, vous ne pourrez pas nous lier les mains à travers des poursuites judiciaires contre nos militaires.»

Or, malgré la reconnaissance de la presse israélienne que le droit international ne permet pas à « Israël » d'intercepter le navire Francub et de le forcer à arraisonner au port d'Ashdod, l'entité sioniste a lancé une vaste campagne diplomatique à travers ses bureaux de représentation à l'étranger.

En effet, les diplomates israéliens insistent sur le fait que l'Iran a violé les résolutions du Conseil de sécurité en fournissant au Hezbollah des armes.

Danny Ayalon, adjoint du ministre des Affaires étrangères israélien, a souligné: «Arrêtez ce navire prouve une fois de plus que l'Iran continue d'armer et de soutenir des organisations terroristes au Moyen-Orient, le Hezbollah, le Hamas et le Jihad islamique, et si le monde souhaite enregistrer des progrès vers la paix et la sécurité dans la région alors il devra empêcher l'Iran de soutenir des organisations terroristes ».

Par ailleurs, le journal Haaretz a noté qu'« Israël » compte exploiter cette affaire pour attirer l'attention vers l'Iran, sachant que l'une des directives du ministère des Affaires étrangères consiste à représenter l'Iran comme un pays qui défie le Conseil de sécurité et donc il est une menace stratégique pour la paix et la stabilité internationale.

Que Netanyahu tienne une conférence de presse au port d'Ashdod là où les armes ont été confisquées en vue de justifier les crimes de guerre commis par l'entité sioniste, n'est point étonnant, puisqu'il ne fait qu'imiter son prédécesseur Ariel Sharon, qui en l'an 2002, a tenté d'exploiter l'affaire du «navire Karin A», qui transportait des armes aux Palestiniens pour se défendre.

G.Houballah

6 Novembre 2009

<http://www.almanar.com.lb>

http://www.alterinfo.net/Israel-exploite-l-affaire-Francub-pour-detourner-l-attention-du-rapport-Goldston_a38909.html

1-9 Gideon Levy : Israël, au risque de l'isolement croissant sur la scène internationale.

Gideon Levy, éditorialiste de Haaretz, s'inquiète de l'isolement croissant sur la scène internationale d'un Israël qui assimile toute critique à une manifestation d'antisémitisme, y compris lorsque ces critiques émanent de ses amis les plus proches.

Alors que toute autre nation se remettrait en cause, souligne-t-il, Israël semble au contraire vouloir multiplier les rebuffades et distribue des gifles diplomatiques tous azimuts, de la France à la Chine. --- L'histoire comme la géographie d'Israël expliquent la prévalence du sentiment obsidional qui a toujours guidé les actes de ses dirigeants. L'absence de profondeur stratégique, la mythologie du peuple élu y ont un rôle, à l'évidence. Mais ils n'auraient certainement pas une telle prégnance sans le souvenir de l'Holocauste. Les juifs d'Europe ont été trahis de façon infâme par les sociétés dont ils pensaient faire partie. En France, des anciens combattants de 1914-1918, couverts de médailles pour les sacrifices endurés, ont été déportés vers la mort par la police obéissant aux ordres de Vichy. Ce traumatisme fondateur suffit à lui seul à expliquer pourquoi les dirigeants israéliens peuvent être enclins à ne faire confiance à quiconque. Une première fois abandonnée par la communauté des hommes, la nation juive ne veut désormais compter que sur elle-même pour garantir sa survie et paraît accepter le destin terrible de n'avoir d'autre horizon qu'une guerre perpétuelle. En semblant avoir perdu - pour l'instant, espérons-le - la volonté de retisser cette confiance, de rechercher une paix juste, de nouer des liens apaisés avec l'ensemble de la région, Israël s'enferme dans une logique jusqu'au-boutiste, devenue imperméable aux appels à la raison, fussent-ils lancés par ses amis les plus proches. Si cette peur fondatrice - réelle mais aussi coupablement instrumentalisée par des démagogues - l'emporte, avec tout ce qu'elle peut avoir aussi d'irrationnel, d'incommensurable par essence, si Israël se refuse à faire la paix, ou pire encore si Israël choisit d'attaquer l'Iran, alors un spectre d'outre tombe aura remporté une ultime et sinistre victoire. Le peuple juif, prisonnier du souvenir de l'horreur glaçante, serait une nouvelle fois la victime de la folie meurtrière hitlérienne

Gideon Levy, Haaretz, 22 octobre 2009

. Contre Info.

Récemment, Israël s'en est pris au reste du monde, lui portant coup après coup. Alors que la Chine ne s'est toujours pas remise de l'absence du ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman à la réception à l'ambassade de Tel-Aviv - lourde punition pour le soutien de la Chine au rapport Goldstone - la France panse ses plaies après que le Premier ministre Benjamin Netanyahu ait mis son « veto » à une visite de son ministre des Affaires Etrangères à Gaza. Et Israël vient à nouveau de porter un coup sévère : son ambassadeur à Washington, Michael Oren, va boycotter la semaine prochaine la conférence organisée par J Street, la nouvelle organisation de lobby pro-israélien [1].

La Chine, la France et J Street finiront par se remettre de ces boycotts, tout comme la Turquie se remettra de la révolte des vacanciers, [2] et on peut s'attendre à ce que même les Suédois et les Norvégiens se remettent des vives réprimandes d'Israël [3]. Mais un pays qui attaque et boycotte tous ceux qui ne sont pas exactement en accord avec ses positions officielles se verra isolé, abandonné et détesté, à l'image de la Corée du Nord aujourd'hui ou de l'Albanie hier. Il est plutôt surprenant qu'Israël utilise cette arme, car il sera bientôt lui-même la victime ces boycotts.

Israël frappe et frappe encore. Il frappe ses ennemis, et désormais il s'en prend aussi à ses amis qui osent ne pas partager complètement ses choix politiques. Le cas de J Street en donne un exemple particulièrement saisissant. Cette organisation juive a grandi aux USA en même temps que la renommée de Barack Obama. Ses membres souhaitent un Israël qui soit juste et épris de paix. C'est là son tort, et le boycott est sa punition.

L'ambassadeur d'Israël à Washington, M. Oren, est un représentant dévoué : il pratique lui aussi le boycott. Après s'en être pris à des éditorialistes israéliens, dont moi-même, dans un article publié par The New Republic, pour avoir osé critiquer le discours de M. Nétanyahou à l'ONU - ce qui constitue un outrage à part entière -

l'ambassadeur-propagandiste a utilisé à nouveau l'arme du boycott, cette fois contre une nouvelle organisation juive et sioniste qui veut s'opposer à l'establishment juif américain et à son nationalisme à la main lourde. Au nom de qui M. Oren agit-il ainsi ? Pas au nom de la société israélienne, dont il est censément l'ambassadeur. Les anciens diplomates d'Union soviétique et d'Europe de l'est n'auraient pas agi différemment.

Une telle agressivité est de mauvais augure.

Elle provoquera l'éloignement de nos véritables amis et accroîtra notre isolement. Le slogan « une seule nation » est devenu un but, notre isolement devient un objectif. Qui restera à nos côtés une fois que nous aurons attaqué et boycotté tout le monde ? Abe Foxman, de l'Anti-Defamation League [4] ? Notre avocat-propagandiste Alan Dershowitz [5] ?

Diviser le monde entre le camp du bien absolu et celui du mal absolu - notre camp et celui de nos ennemis, sans aucun juste milieu - est un signe de désespoir et d'une perte totale de repères. Car au-delà d'un ambassadeur à Washington qui ne connaît rien à la démocratie et au pluralisme, et souhaite uniquement complaire à ses maîtres, un tel comportement - qui consiste à donner des coups de pied et à aboyer comme un fou en tous sens - est en train de détruire Israël.

En ne nous permettant pas d'exprimer une opinion, Israël est en passe de devenir un paria pour le reste du monde, provoquant le rejet des autres nations. Qui faut-il incriminer ? L'opération Plomb Durci, par exemple. Il n'y a plus que les États-Unis qui soient restés systématiquement nos alliés, aveugles à toutes nos erreurs. Toute autre démocratie qui aurait vu son statut international se dégrader autant aurait commencé à se demander quelles erreurs ont été commises.

En Israël, notre réaction est exactement inverse : c'est le reste du monde qui est coupable. Les Scandinaves sont hostiles et les Turcs sont des ennemis, les Français et les Britanniques détestent Israël, les Chinois ne sont que des Chinois et les Indiens n'ont rien à nous apprendre.

Toute critique légitime se voit immédiatement qualifiée ici d'antisémitisme, y compris lorsqu'elle émane de Richard Goldstone, qui est un juif sioniste. Nous renvoyons tout le monde dans les cordes sans ménagement, en espérant ainsi qu'ils changent d'avis, et deviennent soudainement emplis de compréhension pour le meurtre des enfants de Gaza. Désormais, même l'Amérique, même les juifs américains, ne sont plus à l'abri des agressions d'un Israël qui a perdu le sens de la mesure.

Les dégâts s'accroissent, de Pékin jusqu'à New York. Après le boycott de J Street, même les juifs américains comprennent qu'Israël n'est pas une société tolérante, un pays libéral, à l'esprit ouvert, en dépit de ce qu'on leur raconte.

Tous sauront désormais que « la seule démocratie au Moyen-Orient » n'est pas exactement cela, et que quiconque ne répète pas ses messages de propagande sera considéré comme un ennemi - qui pourra également être sévèrement puni.

Aussi sévèrement que le milliard de Chinois qui pansent leurs plaies après le coup dévastateur que le ministre israélien des Affaires Etrangères leur a porté personnellement.

[1] J Street se définit comme un mouvement pro-israélien pour la paix, affirmant vouloir infléchir la politique américaine au Moyen Orient. - ndt

[2] A la suite du récent refroidissement des relations diplomatiques entre la Turquie et Israël, une chaîne de magasins israélien a décidé de boycotter le café turc, et des appels au boycott des vacances en Turquie ont été lancés en Israël. - ndt

[3] La publication par un journal suédois d'un article prétendant que des membres de l'armée se livraient à un trafic d'organes sur des victimes palestiniennes a provoqué de vives protestations d'Israël, et le ministre israélien des Affaires Etrangères a accusé la Norvège d'antisémitisme pour avoir dialogué avec le Hamas et ne pas avoir quitté la salle de l'assemblée générale de l'ONU durant le discours du président iranien. - ndt

[4] ADL : organisation américaine de lobbying ultra-sioniste

[5] Alan Dershowitz est une figure du barreau aux USA, célèbre pour avoir défendu O. J. Simpson, et virulent défenseur de la cause sioniste. - ndt

Publication originale [Haaretz](#),

traduction Contre Info

24 octobre 2009

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2859

1-10 Fethi Gharbi : Les Palestiniens, les Séfarades, les Mizrahim... et le Sionisme.

Tanya Reinhart soulignait que depuis l'occupation de 1967, les responsables politiques et militaires israéliens débattaient de la meilleure façon de conserver le maximum de terres avec le minimum d'arabes. Israël avait en effet réussi à coloniser le Golan, la Cisjordanie, la bande de Gaza et le Sinaï. Le Golan peu peuplé était une proie facile pour l'annexion.

Sur ses 100 000 habitants, 90 % s'enfuirent ou furent chassés pendant la guerre, et les colonies établies là par Israël s'implantèrent sur une terre vidée de sa population. Le 14 décembre 1982, la Knesset vota une loi mettant le Golan sous la législation et l'administration israéliennes, ce qui équivalait à une annexion pure et simple qui ne comportait aucun risque.

La Cisjordanie et la bande de Gaza surpeuplées posaient et posent jusqu'à nos jours un tout autre problème : L'annexion pure et simple aurait transformé les Palestiniens qui y vivent en citoyens israéliens à part entière, ce

qui aurait provoqué un déséquilibre démographique, tant redouté. Pour surmonter cette difficulté, deux solutions différentes furent élaborées.

Le premier plan consistait à annexer 30 à 40 % des territoires. le reste étant placé soit sous souveraineté jordanienne, soit sous une forme quelconque d'autodétermination. Dans une interview de 1983 Rabin déclarait : "J'affirme que nous sommes prêts à abandonner environ 65 % de la Cisjordanie et toute la bande de Gaza". Ce plan représentait l'avantage de grignoter une bonne partie des territoires occupés, d'émousser la lutte armée et de garantir l'équilibre démographique. L'expulsion de masse, sur le modèle de 1948 ne leur semblait plus réalisable vu l'évolution de l'opinion publique internationale...

L'autre approche était celle de Sharon et des milieux militaires, elle consistait d'abord à briser la résistance palestinienne en détruisant toute forme d'organisation, toute base de pouvoir, comme il fut le cas au Liban en 1982. Le deuxième volet du plan visait le transfert du plus grand nombre possible de Palestiniens des territoires occupés vers la Jordanie par exemple.

Avec Oslo, c'est la première approche qui semblait l'emporter. Rabin était partisan de cette ligne. En échange de l'engagement pris par Arafat de contrôler son peuple et de garantir la sécurité d'Israël, il était prêt à accepter que l'Autorité palestinienne régisse ses enclaves sur le mode de l'autodétermination. De là, la fameuse solution des deux états : un état-seigneur et un état-vassal, un état coiffant un peuple de maîtres et un état sous-traitant des masses d'esclaves.

Depuis l'arrivée de Sharon au pouvoir et jusqu'à aujourd'hui nous assistons à une combinaison des deux approches. D'un côté l'état à la tête des bantoustans continue à vivoter avec un pouvoir exécutif, vidé de toute substance, transformé en garde-chiourme au service de l'occupant. De l'autre côté l'assassinat d'Arafat a provoqué le vide politique tant escompté, Jérusalem-Est est presque vidée de sa population palestinienne alors que 500 000 colons ont progressivement investi la Cisjordanie, repoussant, asphyxiant les palestiniens qui tentent de survivre comme ils peuvent sur les 22% des terres qui leur restent... en attendant le pire...

L'enchevêtrement des deux approches a le mérite de camoufler la réalité des faits : Israël continue une politique d'épuration ethnique sur le modèle de 1948 tout en présentant aux yeux du monde la fausse image de deux états souverains. Il faut reconnaître que ce gros mensonge fut l'arme la mieux fourbie par Israël et les puissances occidentales pour liquider de manière définitive et subtile la cause palestinienne. L'autorité palestinienne, cependant, ne semble pas encore se rendre compte. Depuis 1993, de négociation en négociation, de concession en concession, elle offre à Israël le moyen de continuer sa besogne. Même Hamas est tombé dans le piège en participant au "pouvoir" et en s'entre-tuant avec Fatah pour un mirage, ce qui a permis, entre autre, aux sionistes de se dégager de leur responsabilité de pays colonisateur.

Il est donc clair que la politique israélienne n'a pas varié d'un iota par rapport à 1948 et qu'elle reste fidèle à ses "principes" : "Un peuple sans terre pour une terre vidée de son peuple". Les deux approches sionistes offrent en fait aux palestiniens le choix entre l'expulsion et les murs de l'apartheid. Toute la mascarade de ce processus de paix qui perdure sert en réalité à entériner le fait accompli.

Ce qui distingue cette forme de colonialisme, c'est sa frénésie à éliminer physiquement et de manière systématique le colonisé. Des massacres comme ceux de Dir Yassine, de Sabra et Chatila, de Jenine et de Gaza... ne sont que quelques exemples des crises de folie meurtrières qui ont jalonné et jalonneront encore le parcours de cette entité. A chaque fois l'horreur qu'ils suscitent à travers le monde est vite éludée grâce à l'énorme appareil de propagande et aux grands médias occidentaux. L'épuration ethnique est doublée d'une sorte d'élimination magique : Depuis la création d'Israël et pendant plus de trente ans, les mots Palestine et Palestiniens ont totalement disparu du vocabulaire politique et médiatique en Europe et aux Etats Unis. Seules quelques tribus arabes nomades presque préhistoriques parsèment les contrées arides de cette "terre sans peuple". Encore aujourd'hui, les palestiniens restés à l'intérieur de la ligne verte après la colonisation continuent à être appelés "arabes israéliens".

Si le monde se rend de plus en plus compte du traitement barbare infligé aux palestiniens, il ne nous vient jamais à l'idée que la société israélienne, ce modèle parfait de démocratie implanté au beau milieu de la barbarie arabo-musulmane soit autre chose qu'un espace de rassemblement, de retrouvailles et de fraternité entre les différentes ethnies juives qui ont tant et tant souffert de l'injustice des autres. Non, malheureusement, les sionistes, majoritairement d'origine européenne, ne l'entendent pas de cette oreille. Ce sont bien eux qui ont semé la terreur en Palestine depuis les années trente ; c'est toujours eux qui continuent l'oeuvre de Ben Gorion et qui détiennent bien qu'ils soient minoritaires presque tous les pouvoirs.

Tout le dédain, le mépris et la persécution dont ont souffert les juifs en Europe a produit chez certains d'entre eux un sentiment ambivalent fait de haine et d'admiration à l'encontre de leurs persécuteurs. Ils s'empressent d'adhérer à l'idéologie coloniale, adoptant sa mythologie du progrès, ses hiérarchies ethniques et épistémologiques. Leur mépris à l'égard des non-européens n'a d'égal que la haine qu'ils ont d'eux-mêmes, de leur image, de leur origine. Si l'attitude haineuse et raciste à l'égard des palestiniens peut s'expliquer comme faisant partie d'une stratégie coloniale, ce qu'endurent les juifs Séfarades et les juifs Mizrahim, deux ethnies de culture orientale, peut-il avoir un sens ?

Oui, les sionistes s'apparentent plus à leur culture européenne et à l'idéologie coloniale euro-centrée et raciste qu'à leur judaïté.

Les faits sont d'une clarté aveuglante :

Le professeur Michel Abitbol, de l'Université hébraïque de Jérusalem cite dans son livre "Le Passé d'une discorde" un article du quotidien Haaretz, datant de 1949, qui parle des juifs de l'Afrique du nord, où l'on peut lire : « Race primitive et ignorante, sans aucune spiritualité, dont le niveau général n'est guère plus élevé que celui des

Arabes, des nègres ou des Berbères de chez eux, sans racine juive très profonde... Leurs demeures sont immondes : ils s'y adonnent aux jeux de cartes, à la boisson et à la prostitution. Ils sont des fainéants chroniques et détestent le travail manuel ».

Un discours aux relents ô combien évocateurs !...

Rien qu'en septembre 2008, l'écrivain et chercheur Elana Maryles Sztokman publie un article(1) à propos du système éducatif en Israël. Elle dit entre autre :

"... Ce qui se passe dans l'école de Beit Ya'acov n'est rien de moins qu'une officialisation du racisme. Ici, l'école applique une politique qui ne permet pas aux filles Séfarades d'être dans une même classe que des filles Ashkénazes ou Hassidiques. Elles ont des enseignants différents, des classes différentes et même des heures de récréation différentes et une clôture entre leurs cours de récréation pour s'assurer que les deux groupes ne se mêlent pas pendant les pauses..."

David Benchetrit, juif séfarade d'origine marocaine, réalisateur du film "Rouah Kadim – Khronika marokaït" (Vent d'Est – Chronique marocaine) raconte l'histoire des Juifs séfarades, de leur émigration vers Israël dans les années cinquante et soixante à nos jours. Benchetrit lève un voile cruel sur les maabarot [camps de transit], les enfants marocains aspergés de DDT à leur arrivée en Israël, les émeutes séfarades du Wadi Salib et des manifestations des Panthères Noires israéliennes, un mouvement de contestation de juifs Mizrahim.

Commentant son film, David Benchetrit dit :

"... la plupart des sionistes sont des êtres poursuivis par le démon de la persécution, par la malédiction historique de l'Europe orientale : l'antisémitisme et le racisme. Ce démon n'existe pas chez les Orientaux. Leur persécution est directement le fruit du mouvement sioniste. Ce mouvement voulait bâtir ici un endroit normal et sain. Mais tout ce qu'il est parvenu à créer, c'est un monde aliéné où tout ce qui est différent est persécuté : Palestiniens, Orientaux, Haredim et Bédouins. Tant que l'élite ashkénaze donnera le ton, cet endroit continuera à vivre dans la haine de soi et dans la schizophrénie..."

La sociologue juive mizrahim d'origine irakienne, Ella Habiba Shohat, se dit être une arabe juive. Dans son livre "Le sionisme du point de vue de ses victimes juives elle souligne la haine qu'éprouvent les sionistes pour l'orient et son impact sur les juifs orientaux :

"... En niant l'Orient arabe, musulman et palestinien, le sionisme a nié les juifs orientaux qui tout comme les palestiniens ont eux aussi été spoliés du droit à la représentation..."

Au train où vont les choses, les sionistes finiront peut-être par se débarrasser des palestiniens, mais il y a une chose dont ils ne pourront jamais se débarrasser : c'est la haine qui les habite, la haine de soi qu'ils plaquent sur l'altérité !

A qui donc le tour après les palestiniens ?!

Si les opprimés pouvaient se reconnaître au lieu de se renier, ils verraient que les vrais clivages sont ailleurs. Ils s'apercevraient alors qu'ils représentent une force extraordinaire : une force morale, la seule capable d'éradiquer ce mal qui gangrène l'Orient.

Fethi GHARBI

3 novembre 2009

1) <http://www.ism-france.org/news/arti...>

URL de cet article <http://www.legrandsoir.info/Les-Palestiniens-les-Sefarades-les-Mizrahim-et-le-Sionisme.html>
<http://www.legrandsoir.info/Les-Palestiniens-les-Sefarades-les-Mizrahim-et-le-Sionisme.html>

2 Annexe

2-1 Alain Gresh : 2 novembre 1917, la déclaration Balfour.

Il y a 92 ans, le 2 novembre 1917, le gouvernement britannique adoptait la déclaration Balfour, un texte qui est à l'origine du conflit palestinien.

Pour en comprendre les enjeux, voici un extrait du chapitre 2 de *Israël-Palestine, vérités sur un conflit* (Fayard, 2001 et 2007).

Le conflit se noue (1917-1939)

Un monde s'effondre.

La première guerre mondiale entre dans sa dernière année.

Des empires séculaires, celui des Ottomans – le turc –, l'empire austro-hongrois, n'y survivront pas. La Russie tsariste est déjà morte et les bolcheviks s'apprêtent à prendre le Palais d'hiver et à instaurer un régime dont la durée de vie coïncidera avec ce que les livres d'histoire désignent comme le XXe siècle.

Nous sommes le 2 novembre 1917 et lord Arthur James Balfour, ministre du puissant empire britannique, met la dernière touche à sa lettre. Hésite-t-il un instant à y apposer son paraphe ?

Est-il saisi d'une sombre prémonition ?

Sans doute pas, car le texte, plus connu sous le nom de « déclaration Balfour », a été longuement débattu par le gouvernement de Sa Majesté. Celui-ci déclare qu'il « envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif ». La déclaration qui, dans une première version, évoquait « la race juive », précise que, pour la réalisation de cet objectif, « rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les juifs jouissent dans tout autre pays ».

Comment créer un foyer national juif sans affecter les populations locales arabes ?

Cette contradiction, la Grande-Bretagne ne pourra jamais la résoudre et elle sera à l'origine du plus long conflit qu'ait connu le monde contemporain.

La lettre de Balfour est adressée à lord Walter Rothschild, un des représentants du judaïsme britannique, proche des sionistes.

Qu'est-ce que le sionisme ?

J'y reviendrai dans le prochain chapitre. Bornons-nous pour l'instant à dire que ce mouvement réclame « la renaissance nationale du peuple juif » et son « retour » sur la terre de Palestine.

La déclaration Balfour répond à plusieurs préoccupations du gouvernement de Londres. Alors que la guerre s'intensifie sur le continent, il s'agit de se gagner la sympathie des juifs du monde entier, perçus comme disposant d'un pouvoir considérable, souvent occulte. Cette vision, ironie de l'histoire, n'est pas éloignée de celle des pires antisémites qui détectent, partout, « la main des juifs ». Le premier ministre britannique de l'époque évoque dans ses Mémoires la puissance de « la race juive », guidée par ses seuls intérêts financiers, tandis que Lord Balfour lui-même avait été le promoteur, en 1905, d'un projet de loi sur la limitation de l'immigration en Grande-Bretagne, qui visait avant tout les juifs de Russie. Mark Sykes, un des négociateurs des accords qui partagèrent le Proche-Orient en 1916, écrivait à un dirigeant arabe : « *Croyez-moi, car je suis sincère lorsque je vous dis que cette race [les juifs], vile et faible, est hégémonique dans le monde entier et qu'on ne peut la vaincre. Des juifs siègent dans chaque gouvernement, dans chaque banque, dans chaque entreprise.* »

La déclaration Balfour s'adresse particulièrement aux juifs américains, soupçonnés de sympathie pour l'empire austro-hongrois, et aux juifs de Russie, influencés par les organisations révolutionnaires qui ont renversé le tsar au printemps 1917.

Nombreux sont favorables à ce que la Russie signe une paix séparée. Londres espère éviter ce « lâchage ».

Balfour évoque même la mission qui serait confiée aux juifs en Palestine : faire que les juifs du monde se comportent « convenablement » ! Ce calcul échouera puisque, dans la nuit du 6 au 7 novembre 1917, les insurgés bolcheviks s'emparent du pouvoir à Petrograd et appellent à la paix immédiate.

Mais la Grande-Bretagne, en confortant le mouvement sioniste, vise un objectif plus stratégique, le contrôle du Proche-Orient. Le dépeçage des vaincus est négocié entre Paris, Londres et Moscou, alors même que la victoire n'est pas acquise. En 1916, sont signés entre Paris et Londres, puis ratifiés par le tsar, les accords connus sous le nom de Sykes-Picot (Mark Sykes et Georges Picot sont deux hauts fonctionnaires, l'un britannique l'autre français) qui définissent les lignes de partage et les zones d'influence au Proche-Orient. Pour Londres, la Palestine « protège » le flanc est du canal de Suez, ligne vitale entre les Indes, le fleuron de l'empire, et la métropole. Le parrainage accordé au sionisme permet au gouvernement britannique d'obtenir un contrôle total sur la Terre sainte.

Mais les Britanniques ne se sont pas contentés de promesses au mouvement sioniste, ils en ont fait aussi aux dirigeants arabes. Le calife ottoman (il exerce son autorité sur les territoires arabes du Proche-Orient et il est « le commandeur des croyants ») s'est joint en 1914 à l'Allemagne et à l'empire austro-hongrois. Il a même lancé un appel à la guerre sainte contre les infidèles. Pour riposter, Londres suscite une révolte des Arabes contre l'empire ottoman, animée par un dirigeant religieux, le chérif Hussein de La Mecque. En échange, Hussein obtient l'engagement britannique d'appuyer l'indépendance des Arabes. Mais les promesses n'engagent que ceux qui y croient... Comment, en effet, concilier l'indépendance arabe et la création d'un foyer national juif ? La révolte arabe deviendra célèbre dans une version bien déformée forgée par un des agents britanniques qui y jouèrent un rôle capital, Thomas E. Lawrence, dit Lawrence d'Arabie.

Ce récit, « Les Sept piliers de la sagesse », sera porté au cinéma par David Lean et Peter O'Toole dans le rôle de Lawrence.

Le Proche-Orient sera donc partagé entre la France et la Grande-Bretagne.

Créée en 1920, la Société des Nations (SDN), l'ancêtre des Nations unies, ne regroupe alors que quelques dizaines d'Etats, pour l'essentiel européens. Elle invente le système des « mandats » que la charte de la SDN définit comme suit : « *Certaines communautés, qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman, ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à la condition que les conseils et l'aide d'un mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules.* » Ainsi des peuples considérés comme « mineurs », auraient besoin de tuteurs pour accéder, un jour peut-être, à la majorité...

Le 24 juillet 1922, la SDN octroie à la Grande-Bretagne le mandat sur la Palestine.

Le texte prévoit que la puissance mandataire sera « *responsable de la mise à exécution de la déclaration originellement faite le 2 novembre 1917 par le gouvernement britannique et adoptée par [les puissances alliées], en faveur de l'établissement d'un foyer national pour le peuple juif* ».

Les fils du chérif Hussein, étroitement contrôlés par Londres, s'installent sur les trônes d'Irak et de Transjordanie (pays créé par les Britanniques à l'Est du Jourdain), tandis que les territoires libanais et syrien tombent dans l'escarcelle de la France.

L'Égypte, formellement indépendante depuis 1922, reste sous occupation britannique.

Tous les acteurs du drame palestinien sont en place : la puissance dominante, la Grande-Bretagne, qui souhaite maintenir son contrôle sur une région stratégique, riche en pétrole dont le rôle économique et militaire grandit ; le mouvement sioniste, fort de son premier grand succès diplomatique, et qui organise l'immigration en Palestine ; les Arabes de Palestine, que l'on ne désigne pas encore sous le nom de Palestiniens, et qui commencent à se mobiliser contre la déclaration Balfour ;

enfin, les pays arabes, pour la plupart sous influence britannique et qui vont s'impliquer graduellement dans les affaires palestiniennes.

Alain Gresh

Lundi 2 novembre 2009

Source : Les blogs du Diplo

<http://blog.mondediplo.net/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Alain_Gresh.021109.htm

<http://blog.mondediplo.net/2009-11-02-2-novembre-1917-la-declaration-Balfour>

2-3 Résolution 3379 du 10 Novembre 1975, qui a été abrogée entre temps à la demande USraélienne.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, RAPPELANT sa résolution 1904 (XVIII) du 20 novembre 1963, promulguant la Déclaration des Nations Unies sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination Raciale, et en particulier son affirmation que "toute doctrine de différenciation ou de supériorité raciales est toujours scientifiquement fautive, moralement condamnable, socialement injuste et dangereuse", et son cri d'alarme face aux

"manifestations de discrimination raciale qui ont encore lieu dans quelques régions du monde, et dont certaines sont imposées par des gouvernements par le biais de mesures législatives, administratives ou autres",

RAPPELANT EN OUTRE que, dans sa résolution 3151 G (XXVIII) du 14 décembre 1953, l'Assemblée générale avait condamné, entre autres, l'alliance impie entre le racisme sud-africain et le sionisme,

PRENANT ACTE de la Déclaration de Mexico sur l'égalité des Femmes et Leur Contribution au Développement et à la Paix, en 1975, proclamée par la Conférence Mondiale de l'Année Internationale des Femmes, qui s'est tenue à Mexico du 19 juin au 2 juillet 1975, et qui a promulgué le principe selon lequel "la coopération et la paix internationales requièrent la réalisation de la libération et de l'indépendance nationale, l'élimination du colonialisme et du néo-colonialisme, de l'occupation étrangère, du Sionisme, de la ségrégation et de la discrimination raciale sous toutes ses formes, ainsi que la reconnaissance de la dignité des peuples et de leur droit à l'autodétermination",

PRENANT ACTE EN OUTRE de la résolution 77 (XII), adoptée par l'Assemblée des Chefs d'États et de Gouvernements des Organisations de l'Unité Africaine, lors de sa douzième session ordinaire, tenue à Kampala, du 28 juillet au 1er août 1975, qui a estimé "que le régime raciste en Palestine occupée et le régime raciste au Zimbabwe et en Afrique du Sud ont une origine impérialiste commune, qu'ils forment un tout et ont la même structure raciste, et qu'ils sont organiquement liés dans leur politique destinée à opprimer la dignité et l'intégrité de l'être humain",

PRENANT ACTE ÉGALEMENT de la Déclaration Politique et Stratégique de Renforcer la Paix et la Sécurité Internationales et d'Intensifier la Solidarité et l'Assistance mutuelle entre les Pays Non-Alignés, adoptée lors de la Conférence des Ministres des Affaires Étrangères des Pays Non-Alignés, qui s'est tenue à Lima, du 25 au 30 août 1975, qui a très sévèrement condamné le Sionisme comme une menace pour la paix et la sécurité du monde, et a appelé tous les pays à s'opposer à cette idéologie raciste et impérialiste,

DÉCRÈTE que le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale.

<http://www.mecanopolis.org/?p=4800&type=1>

et

l'ABP LIEGE

<http://www.abpliege.be/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.